

BIG-BANG Michel !

Depuis le temps que le vieux voulait sa peau... Le petit Rocard n'a pas survécu aux Européennes. Il faut dire qu'il n'avait rien négligé, jusqu'à sa participation aux acrobaties de B.H. Lévy. Ses amis furent impitoyables, autant qu'avec Bérégovoy, comme s'ils n'étaient pour rien dans la débâcle du PS. En réitérant leur claque de 93 les Français, pour une fois, ont témoigné d'une certaine constance, on appelait cela "un aller et retour" du temps où les pères sévissaient. Néanmoins la liste de la majorité n'a pas fait un score triomphant Ce qui tend à prouver que les Français n'apprécient ni les partis de gouvernements, ni les fervents de l'Union Européenne.

Tant et si bien que M. Delors, dont le nom est sur toutes les lèvres, ne prendra pas de décision avant d'avoir consulté ses amis de gauche et de droite, Mgr Gaillot et Mgr Decourtray Des Européens convaincus, d'origines diverses, déçus par les résultats, ont cru y voir une montée du nationalisme. Un jugement excessif pour des salariés d'Air France et d'Air Inter ou d'ailleurs, avertis des malheurs qui leur viennent de Bruxelles, et qui votent tout bêtement De Villiers avec Pasqua ou en touche à gauche avec Tapie.

Les abstentionnistes (plus d'un Français sur deux si l'on compte les non-inscrits) sont largement battus par les Hollandais: 7 sur 10. Il est vrai que le camarade J.Pé avait battu tambour dans un encart de FO Hebdo: "seul un Parlement peut donner à l'Europe une légitimité démocratique" déplorant "une Europe sans autorité politique, sans Etat " (!).

Relevons encore dans la liste écologiste de Béguin comme dans celle des Régions et peuples solidaires de Siméoni une diatribe contre "le productivisme", au moment où les experts économistes présentent au sommet franco- allemand un plan de précarité et de flexibilité destiné à protéger le profit en conjoncture de récession.

Le tour est joué. Le Parti Socialiste Européen demeure comme avant le plus important, devant les Démocrates chrétiens du P.P.E. Les nouveaux députés vont siéger et comme avant, on n'entendra plus parler d'eux. Demain les médias couvriront le Mondial de foot. Après-demain 80% des lois seront édictées à Bruxelles, en vertu de la subsidiarité. De toute évidence l'abrogation de Maastricht ne passe pas par la voie des urnes, pas plus que l'Europe sociale et démocratique.

Reste la dure réalité des plans de régression concoctés par les experts, auxquels les syndicats doivent opposer l'exigence d'un vrai travail et d'un vrai salaire pour tous.

S. MAHE

Le nouveau territoire: de bassins en pays...

Juste avant les Européennes, l'actualité braquait ses feux sur les affaires, la série des patrons cette fois: Tapie dans son numéro classique, Piétra de la GMF, Camus de la maison Y.St Laurent, Bergé le manager de l'opéra de Paris, et le fleuron au patronat français Pinneau Valenciennne incarcéré en Belgique.

Mais C.Bébéar est là pour sauver l'honneur de la culture d'entreprise, le patron d'Axa, l'entreprise citoyenne au chèque syndical. C'est lui que le gouvernement a choisi pour présider la commission chargée de la consultation des jeunes de 15 à 25 ans. En quête de modernité la C.G.T. a aussitôt envisagé d'organiser sa propre consultation des mêmes jeunes. Et voilà que le Comité National de l'enseignement catholique annonce pour 96 des "assises" jeunes avec délégués élus dans chaque classe. Ces jeunes-là auront la chance d'être consultés trois fois.

La consultatiomanie

Il est vrai que ces débordements démocratiques ont été précédés de la consultation des enseignants sur les 155 propositions Bayrou, pendant trois heures réservées à cet effet. Cela faisait du 50 à l'heure. Il faut avoir la candeur des enfants et de leurs maîtres pour se prêter à de telles mascarades (avec la caution des syndicats d'enseignants sauf F.O.).

C'est pourquoi, dans un registre plus sérieux, J.Chirac a promis, en récompense à son élection hypothétique, un référendum sur l'Ecole. Le fatras des réponses aux questions Bayrou ferait place à une réponse monosyllabique et décisive. La question posée ne serait pas faite pour réhabiliter une école publique laïque bénéficiant de l'exclusivité des fonds publics.

En veine de largesses le même présidentiable envisage un autre référendum sur l'emploi, une initiative qui dans l'esprit de l'actuel président pourrait se traduire par une sorte de "contrat social", d'autres personnalités s'empressent d'y souscrire, parmi lesquelles feu Chevènement. La question posée, par les uns ou par les autres, ne serait pas faite pour maintenir ou rétablir le code du travail, les statuts ou les acquis sociaux, ces "rigidités" dénoncées par les experts du FMI et de l'OCDE.

Le référendum fait parti de l'outillage démocratique inventé par les jacobins. Tous les courants socialistes, anarchistes compris, ont apprécié le progrès majeur que représente le passage de la sujétion monarchiste à la citoyenneté républicaine fondée sur l'égalité en droit. Mais les anarchistes, notamment Proudhon, ont judicieusement critiqué le principe selon lequel une entité géopolitique, la Nation se résumerait à la somme de ses composantes, par l'addition des voix de chaque citoyen dont le total, vox populi, représente l'expression de l'Unité nationale, dans le cadre d'un Etat, doté d'un gouvernement, sous l'autorité d'un président. A ce système, axé sur le chiffre UN, porteur d'un potentiel totalitaire, Proudhon, l'auteur de "La capacité politique des classes ouvrières", avait opposé son principe fédératif tissu d'accords et de conventions entre égaux, indépendant de l'Etat et devant selon lui "faire front à la féodalité du capital". Ce qui le différencie des conceptions girondines, nostalgiques de féodalités régionales. Il n'est pas fortuit qu'à l'origine du syndicalisme indépendant, défini en France par la Charte d'Amiens, on trouve des anarcho-syndicalistes. La reconnaissance d'institutions ouvrières indépendantes et représentatives ne procède pas d'une philosophie jacobine. Robespierre et ses émules eurent dénoncé et "proscrit" ces institutions, les syndicats, comme des états dans l'Etat.

L'application du principe référendaire au sein de l'entreprise (ou service public) remet précisément en question ce contrepoids démocratique syndical résultant de 100 ans de luttes ouvrières. Le recours actuel au référendum dans certaines entreprises et non des moindres (Fleury Michon, Air France) parfois même à la demande de syndicat tel que la section CGT de Bouhyer à Ancenis, revient à substituer à l'organisation de classe la "citoyenneté dans l'entreprise", et pourquoi pas l'autogestion de "pactes sociaux". C'est la mise hors jeux du syndicat.

Retour aux pays

La critique anarchiste du jacobinisme n'a rien à voir avec une campagne qui se fait jour, au nom de l'anti-jacobinisme, concernant l'Europe et l'aménagement du territoire sur fond de "décentralisation".

La présentation du rapport Pasqua a donné lieu à une empoignade, qui a nécessité l'arbitrage de Balladur, entre le ministre de l'Intérieur et une fraction de la majorité dont les leaders de l'U.D.F. Le rapport d'étape fait l'éloge de la décentralisation dont il prétend réaliser "l'approfondissement" notamment par la déconcentration de l'Etat. Giscard d'Estaing y voit au contraire un *"argumentaire favorable au renforcement de l'Etat et à une remise en question des acquis fondamentaux de la décentralisation depuis dix ans"*. Dix-neuf présidents de Régions sur vingt-deux mettent en garde le gouvernement contre une "recentralisation". Et Monory regrette que ce projet d'aménagement soit *"une belle idée mort-née du fait des erreurs commises par le gouvernement"*.

On ne peut pourtant pas dire que Pasqua ait lésiné sur la décentralisation. Le département est divisé en plusieurs "pays": *"c'est au niveau des pays que seraient organisés les services publics en milieu rural à l'initiative du sous-préfet, véritable animateur de services décloisonnés... S'y ajouteront des articulations avec certains services privés essentiels au maintien de la vie économique et sociale..."*. En exergue: *"un projet de territoire et un schéma d'aménagement au sein d'un conseil de développement prenant la forme associative et regroupant des représentants des élus, des acteurs de la vie économique, sociale et culturelle et des services de l'Etat autour des sous-préfets"*. A noter un passage sur le développement du télétravail qui commande *"d'adapter la réglementation (... code du travail, code des communes)"*. Les quartiers des villes bénéficieraient d'un effort prioritaire *"en direction du soutien scolaire ..., des actions de mobilisation pour la prévention urbaine, de la formation des jeunes en liaison avec les entreprises"*. A la clé *"une justice de proximité"* (pour laquelle est prévue le recrutement de juges non professionnels, payés à la vacation). Enfin, dans le cadre des "bassins" de pays (corollairement évoqués sous vocable de réseaux dans les propositions Bayrou) *"un schéma départemental de l'enseignement primaire"* permettra *"d'optimiser l'utilisation des équipements de recherche, de nouveaux modes de gestion et de financement des personnels instituteurs pouvant faire appel aux ressources des collectivités locales"*. On ne peut nier les efforts de Pasqua en matière de décentralisation et de déréglementation, quitte à mettre en question, codes et statuts, indépendance des fonctionnaires et magistrats, égalité devant l'instruction et la justice...

Régions contre département

Les griefs que ses collègues parlementaires adressent au ministre apparaissent comme une mauvaise querelle de la part de gens qui devraient le féliciter, du moins si l'on s'en tient au thème de la décentralisation.

En réalité ce qu'on lui reproche ce n'est pas l'organisation des "bassins" et des "pays" (où la dissolution des services publics induira les économies budgétaires exigées par la Banque centrale européenne), c'est le cadre prioritaire de cette décentralisation: le département et la tutelle chargée du contrôle et de l'incitation, les préfets et sous-préfets, c'est à dire l'Etat. Les vieux comptes font les bombes à retardement. L'anti-Maastricht Pasqua, qui a voté De Villiers, ne voudrait connaître que l'Etat national, les départements et les préfets. Il concède bien aux régions des compétences pour les schémas d'orientation de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle, ainsi que pour l'organisation des transports ferroviaires mais elles seraient *"déchargées de toute intervention dans la gestion des services publics"*. C'est l'Etat qui *"fixerait tout les 5 ans une dotation répartie entre régions"*. Pour le reste (y compris, à terme, la gestion des lycées) c'est le département qui apparaît comme *"l'échelon de référence"*. Les communes n'y échappent pas: *"...un rôle nouveau devrait être donné aux préfets afin de mieux contrôler les pouvoirs accordés aux maires dans le domaine de l'urbanisme"*. Enfin un fond unique regroupant les fonds existants *"serait utilisable plus rapidement (par l'Etat)... la moitié en serait déconcentrée pour devenir à terme l'instrument permettant aux préfets et aux sous-préfets de jouer rapidement leur rôle dans l'animation locale, en particulier au niveau des bassins de vie"*.

La cause est entendue. Malgré quelques hommages conventionnels la Région passe pour l'essentiel à l'arrière-plan. Un tantinet provocateur, au moment où la Commission européenne s'adjoint un Comité

des Régions. Pasqua chapeaute les 22 régions métropolitaines par 7 grandes missions régionales. Autant de défis à l'Europe des Régions qui, au nom du principe de subsidiarité, doit reléguer les Etats nationaux au rôle de corps intermédiaires entre Bruxelles et les Régions. Que les héritiers des anciens jacobins ne trouvent pas meilleur héraut que le chouan De Villiers n'est pas la moindre contradiction et témoigne du degré de décomposition du régime.

Dans ce conflit Giscard d'Estaing entend tenir le fouet: *"je me suis attaché à une question qui n'était pas traitée lorsque je suis arrivé au Parlement (européen): le principe de subsidiarité, et j'ai réussi, comme député européen, à l'introduire dans le Traité de Maastricht"*. Prétentieux, il omet de mentionner le concours efficace qu'il a rencontré chez des gens comme Delors ou E.Guigou et d'une manière générale tous les démocrates chrétiens et sociaux- chrétiens attachés au principe papal. Et Giscard accuse :le rapport *"se trompe d'époque en remettant en question la vocation des régions en matière économique"*. Les maires des grandes villes toutes tendances réunies condamnent également le rapport. Le bureau du Conseil économique et social des pays de Loire déclare que *"cantonner la région dans un rôle de concepteur ne lui permet pas d'exploiter ses capacités naturelles à instaurer un espace solidaire"*. Etc...

Quant aux réactions syndicales, on retrouve les clivages habituels. Dans sa revue des fonctionnaires (Revue Services publics n°16) la C.F.D.T. s'enflamme contre les "résistances": *"Aussi légitime soit-elle, la déconcentration de l'Etat génère aujourd'hui encore de très fortes réticences. L'Etat jacobin ne veut pas mourir et ses servants, installés dans leurs habitudes et leurs certitudes, organisent la passivité, espérant mettre en échec les volontés affichées"*.

La C.F.D.T. qui déplore qu'on n'en fasse pas assez en matière de décentralisation classe évidemment Force Ouvrière parmi les "résistants" qui trouvent qu'on en fait trop. F.O. s'inquiète effectivement des acquis statutaires de ses mandants: *"La notion de partenariat est systématiquement mise en avant, ce qui pose bien évidemment la nature juridique de ces structures, mais aussi la situation statutaire des agents susceptibles d'y travailler"* (Préparation au Congrès de la FGF). Et cette fédération précise: *"Notre position ne se confond pas avec la défense de l'Etat jacobin, mais avec les principes d'un Etat laïc et républicain qui a pour objectif de préserver les principes d'égalité et de solidarité des citoyens"*. (1)

Au nom de l'Etat ou au nom de l'Europe

Pour la masse des salariés, pour la classe ouvrière, il n'est qu'un impératif: combattre les effets de la décentralisation préjudiciables aux intérêts des travailleurs, que ces effets s'exercent dans les "bassins" sous l'autorité des préfets au nom de l'Etat, ou en application de la subsidiarité au nom de l'Europe des Régions si ce n'est les deux à la fois.

A cet égard il convient de mettre en garde contre une campagne qui, à partir d'une critique de l'Etat centralisateur et du jacobinisme, voire du nationalisme, utilise un argumentaire culturaliste en faveur de micro-nationalismes de communautés régionales et de terroirs.

On ne dénoncera jamais assez l'idéologie transcendante du nationalisme, cousine germaine du racisme. On ne saurait occuper pour autant que dans le cadre historique de la Nation se sont développées des contre-cultures, dans tous les Etats nationaux. En France ce furent les Lumières contre l'obscurantisme, les droits de l'Homme contre les droits féodaux, la laïcité contre le cléricalisme, le syndicalisme indépendant contre la loi Le Chapelier.

On ne joue pas Maurras contre Robespierre Si les acquis démocratiques et sociaux devaient être virés par dessus bord pour délit de singularité nationale, nous aurions à les défendre becs et ongles, pour affirmer leur vocation internationale, même s'ils ne dégagent pas ce fumet de terroir si appréciable lorsqu'il s'attribue au livarot et au St Emilion.

(1) Inquiétudes qui ont motivé une grève de l'Equipement CGT-FO et CGT le 30 06.

1968 CHANGER LA VIE

1994 CHANGER LA VITRE

Le CIP est tombé, le chômage et la précarité demeurent.

"Après avoir rossé la police, bafoué l'armée, les anarcho-syndicalistes reprennent, impassibles, la besogne syndicale, obscure mais féconde" (Femand Pelloutier-1899).

La violence, sujette aux manipulations, n'est pas une fin en soi, et la révolte n'est pas la révolution.

Des décennies de trahisons, réformistes et staliniennes, ont discrédité les termes "ouvriers", "travailleurs"... Mais les possesseurs de capitaux s'enrichissent, les salariés s'appauvrissent ou sont voués au chômage. Les classes aux intérêts antagonistes existent : les agents du capital s'efforcent de substituer à la lutte des classes l'idéologie de la solidarité nationale et de la culture d'entreprise qui implique le sacrifice des acquis sociaux, la régression des salaires, le partage du travail et de la misère entre salariés.

Les anarchistes ne se sont jamais inscrits dans les notions de gauche et de droite: l'expérience de 12 ans de gestion "socialiste" a été édifiante.

Aujourd'hui la "société solidaire" de Rocard, le "pacte d'unité et de progrès" de R. Hue dépassent l'union de la gauche pour fomenter un "rassemblement des gens" ouvert *"aux forces de gauche et écologistes, de progrès, aux syndicalistes, aux associations, aux personnalités, aux représentants des églises..."*(R. Hue).

C'est le front national des français
Front national populaire - Front national populiste
Tapie - Berlusconi
Mussolini !

Les anarcho-syndicalistes dénoncent le danger des rassemblements sans principe, *"l'unité des grands nombres à laquelle nous préférons, nous, anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante. Je crains qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se soumettre inconsidérément sous le joug politicien"*. (F. Pelloutier).

Le courant anarcho-syndicaliste milite dans les syndicats pour la défense inconditionnelle des intérêts des travailleurs face à ceux du capital:

- pour l'unité d'action et le respect des mandats,
- pour l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis, au pouvoir ou dans l'opposition,
- pour l'indépendance vis-à-vis des patrons, contre la participation à la gestion des entreprises,
- pour l'indépendance vis-à-vis des églises, contre les thèses du christianisme social et la subsidiarité,
- pour l'indépendance vis-à-vis de l'Etat, contre le partenariat syndicat-Etat.

Les anarcho-syndicalistes appellent les travailleurs, les syndicalistes, les anarchistes à renforcer leur courant afin que le syndicalisme assume sa *"double besogne quotidienne et d'avenir"* et *"prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste"* (charte d'Amiens 1906).